

Nous devons recourir à cette approche plus active pour combattre les autres menaces à la paix et à la sécurité internationales, qu'elles découlent des dommages causés à l'environnement ou des inégalités économiques et sociales qui persistent.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui aura lieu cet été, est une occasion unique d'amener la communauté internationale à s'attaquer aux problèmes qui menacent directement notre bien-être et celui de nos enfants. Le succès de la CNUED dépendra du leadership et de l'engagement des grandes puissances industrielles comme les États-Unis et le Canada ainsi que des pays en développement.

Les Nations Unies doivent également s'attaquer aux problèmes économiques profondément enracinés qui, depuis trop longtemps, donnent une dimension cruellement ironique à l'expression «pays en développement». Cette tâche fait elle aussi partie du mandat des Nations Unies. Or, les progrès réalisés jusqu'ici dans ce domaine sont désespérément minimes. Ici aussi, le Nord et le Sud devront collaborer. Le Nord et le Sud désignent respectivement les pays industrialisés et les pays en développement. Étant donné que les économies des anciennes républiques soviétiques sont sous-développées, les termes ne sont plus tellement appropriés. Tous les pays devront coopérer, et cela, sous les auspices des Nations Unies.

Heureusement, certains faits encourageants se sont produits dernièrement. Par exemple, lors de sa 46^e session, qui s'est tenue à New York l'automne dernier, l'Assemblée générale a approuvé une initiative qui garantit une intervention plus efficace des Nations Unies en cas de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme.

Le président du Comité qui s'est acquitté de cette difficile tâche, soit l'ambassadeur de la Suède auprès des Nations Unies, M. Jan Eliasson, vient d'être nommé coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies. Dans son nouveau poste, l'ambassadeur Eliasson disposera d'un fonds renouvelable de 50 millions de dollars pour faire en sorte que les Nations Unies puissent fournir plus rapidement et plus efficacement des secours d'urgence.

Le 15 janvier, M^{me} Monique Landry, ministre des Relations extérieures, et moi-même avons annoncé l'affectation de 2,5 millions de dollars à ce fonds. Le Canada était fier d'être un des premiers pays à annoncer l'octroi d'une contribution. Nous continuerons de travailler au succès de cette initiative. Toutefois, pour régler les problèmes économiques et sociaux fondamentaux du monde, il faudra plus que 50 millions ou même 50 milliards de dollars! Il faudra aussi des politiques